

2

CURIOUS LAB'

La transition territoriale

AGIR EN COOPÉRATION
POUR MIEUX VIVRE



hauts-de-seine
LE DÉPARTEMENT



Carnet n°2
CURIOUS LAB'

**La transition
territoriale :**

AGIR EN COOPÉRATION
POUR MIEUX VIVRE



ÉDITO

Le Département des Hauts-de-Seine est, historiquement, un territoire innovant : avec l'ensemble de ses partenaires, il a toujours su faire preuve d'audace et de créativité, pour renforcer nos solidarités et conforter notre attractivité et, ainsi, améliorer en permanence le cadre de vie des Alto-séquanais.

Depuis 2019, le Curious Lab' permet de mobiliser l'intelligence collective pour aider les communes à repenser l'action publique locale à l'aune des défis environnementaux, économiques et sociaux que nous devons relever.

En proposant aux communes de collaborer avec des étudiants sur les projets qu'elles portent, ce laboratoire d'innovation territoriale montre que notre Département est, plus que jamais, aux côtés de ses communes, pour mieux comprendre et anticiper les changements profonds que nous connaissons et inventer, au plus près du terrain, des solutions nouvelles et durables.

A travers les études et les travaux conduits au cours de la promotion 2020/2021, ainsi que les retours d'expérience et le partage de bonnes pratiques, ce deuxième carnet du Curious Lab' retrace les dynamiques de cette transition territoriale à l'œuvre dans les Hauts-de-Seine.

Nous espérons que la lecture de ce nouveau carnet sera inspirante, et permettra de faire germer de nouvelles idées et de concevoir de nouvelles actions, pour favoriser le développement harmonieux et durable de nos Villes et de notre Département, au service de nos concitoyens.

Georges Siffredi

Président du Département des Hauts-de-Seine

Marie-Pierre Limoge

Vice-présidente du Département déléguée à l'Economie Sociale et Solidaire, la formation et l'alternance



SOMMAIRE

Introduction	8
Éléments de cadrage introductifs	
Qu'est-ce que la ou les transition(s) territoriale(s) ?	10
L'importance de l'échelon local	12
Le territoire comme cadre et projet de transition	14
La temporalité de la transition territoriale	16
Le Département des Hauts-de-Seine, un territoire en transition	18
I. La transition territoriale pour l'amélioration du quotidien	20
Renforcer le lien social	24
Les « petites actions » comme moteur de la transition	28
II. La transition territoriale pour préparer le futur	34
Travailler et produire autrement	38
Vivre et consommer autrement	44
Pour aller plus loin	54
Le local, plus que jamais nécessaire pour la transition territoriale	56
La fresque de la transition territoriale	58
Remerciements	62

INTRODUCTION

Avec les dernières crises sanitaires, politiques, écologiques, économiques et sociales, le sujet de la transition territoriale s'est vite imposé à toutes les échelles comme une nécessité voire comme une urgence touchant la terre entière. Cela implique un changement de paradigme dans les politiques publiques locales, nationales et internationales ainsi que dans les modes de vie et de consommation des citoyens.

Selon l'observatoire européen de la transition, « la transition est un mouvement porteur d'alternatives : alternatives à l'épuisement des ressources - au premier rang desquelles le pétrole, alternatives au changement climatique. Par des initiatives concrètes et variées, les acteurs de la Transition proposent de construire un futur différent de celui dont nous prenons actuellement la voie. Face aux menaces - écologiques, économiques et sociales - qui pèsent sur nos sociétés, ces initiatives offrent des pistes d'innovation sociale pour le développement de sociétés durables et inclusives. S'engager dans la Transition, c'est tendre vers un nouveau modèle économique et social pour mieux vivre ensemble ».

Dans cette lecture « d'alternative », la transition territoriale devient un « espace de médiation » qui part d'une situation territoriale en crises (sociale, économique, environnementale, urbaine, politique...) vers une situation territoriale « paisible » prenant en

compte à la fois les besoins des générations actuelles et futures .

Le sujet de la transition territoriale dépasse largement la seule dimension environnementale, certes fondamentale : transition urbaine, transition environnementale et énergétique, transition sociale et économique, transition politique et citoyenne, transition managériale...

L'objectif de ce deuxième numéro des carnets du Curious Lab' est de valoriser les défis communaux qui ont été challengés par les étudiants sur les sujets de la transition territoriale. Des défis riches, diversifiés et ambitieux qui témoignent du niveau de prise en compte de l'enjeu de la transition territoriale sur le territoire des Hauts-de-Seine.

Ce deuxième carnet est divisé en deux parties :

- La première partie, sous forme de présentation générale, regroupe des premiers éléments de cadrage de la transition territoriale
- La deuxième partie, sous forme de dossier, regroupe l'ensemble des défis communaux réalisés grâce à l'implication des communes, des étudiants et des équipes du Département.

Joseph Salamon

Directeur du Développement et de la Stratégie

¹<https://www.transition-europe.eu/fr/page/presentation>

²Salamon J., La ville paisible. Des clés de réflexion et d'analyse pour réussir la transition territoriale, Territorial Éditions, Coll. « Les essentiels », 2021

PROMOTION CURIOUS LAB

EDI 24 SEPTEMBRE 2021 • ESPACE GRANDE ARCHE]

 **hauts-de-seine**
LE DÉPARTEMENT

#DépartementInnovant

  
www.hauts-de-seine.fr



Eléments de cadrage introductifs

Qu'est-ce que la ou les transitions territoriales ?



L'importance de l'échelon local

“ *La « transition territoriale », c'est peut-être, précisément, une façon de mettre en avant les doutes et les incertitudes sur l'intérêt général qu'il va falloir résoudre non pas à l'échelon global des États mais à différents « échelons locaux », soudainement placés en première ligne sur des défis de société.* ”

Alain FAURE

Les paradoxes de la « transition territoriale ». La transition territoriale, AFRAT, Sep 2015, Autrans, France.

La modification profonde des différents aspects de nos vies peut être mal vécue dans un contexte général de manque de confiance dans les institutions, de problématiques liées au social et à l'environnement : on peut penser au rapport récent du GIEC sur la nécessité d'agir immédiatement sur le changement climatique, ou encore aux récentes crises sociales et politiques, voire géopolitiques. Comment résoudre ces défis en intelligence,



Le marché de la Garenne-Colombes ©CD92/Julia Brechler

en impliquant tous les citoyens, et en prenant en compte à la fois les craintes et les aspirations de chacun ? En effet, sur un aspect plus positif, il a pu être constaté une recherche générale de sens, surtout suite à la crise sanitaire et à la remise en question des pratiques de consommation et des modes de travail. La transition territoriale est à la fois inexorable et nécessaire pour tendre vers un « mieux-vivre », plébiscité par tous.



Les trophées d'échecs à Asnières-sur-Seine © Christophe Perrucon /Mairie d'Asnières

À partir de la citation d'Alain Faure, on peut voir que pour résoudre ces défis sociétaux, et donc réussir la transition territoriale, les différents échelons locaux de proximité (communes, département) sont à privilégier pour prendre les problématiques mieux à cœur.

Le « local » peut intégrer plusieurs idées : la consommation locale, les déplacements de proximité, mais aussi l'action publique locale, incarnée par les collectivités territoriales... Ces éléments constituent collectivement la transition territoriale

Comment définit-on officiellement la transition territoriale ?

La transition territoriale est le changement systémique à l'échelle d'un territoire, qui modifie en profondeur les modes d'habiter, les systèmes productifs, et les relations au milieu d'un collectif d'acteurs engagés dans un projet commun.

Le territoire comme cadre et projet de transition

Les géographes utilisent plutôt le terme de transition dans une acception spatiale, afin d'analyser de façon dynamique les recompositions des territoires. Ces recompositions peuvent associer différentes formes de transitions : urbaine, démographique, agro-alimentaire,

paysagère, énergétique, politique...

L'idée d'associer la notion de territoire à celle de transition est pourvoyeuse d'au moins deux sens possibles : le territoire comme cadre transversal d'une transition systémique ; le territoire comme réseau d'acteurs mobilisés autour d'un projet commun et concret de transition.

Les collectivités territoriales, avec les différents processus de décentralisation, disposent de larges compétences et de moyens d'actions pour faire face aux défis contemporains : tout au long de ce carnet, la richesse des actions déployées par les collectivités illustrera ce lien entre transition territoriale et local. La diversité des territoires, de leurs échelles, mais aussi des compétences qui leurs sont propres, composent et animent la transition pour tendre vers une société plus égalitaire, plus durable, mais aussi plus créatrice de liens.

Les territoires locaux représentent cet échelon de proximité : ils sont support de la traduction des objectifs d'échelle supra territoriale et permettent de rendre visibles ces actions. Par exemple, on peut voir que les politiques publiques en faveur de l'environnement trouvent tout leur sens et seront davantage comprises et mises en œuvre en étant déclinées au local. Ce constat est conforté par les compétences des collectivités qui offrent une marge de manœuvre pour mener à bien des projets d'action publique plus larges. Le Département des Hauts-de-Seine



Le parc départemental du Chemin de l'Île à Nanterre ©CD92/Olivier Ravoire



offre un vibrant exemple de l'adaptation des politiques de développement durable : en avril 2021, une stratégie départementale des espaces de nature a été votée : l'objectif est de mettre chaque alto-séquanais à moins de 15 minutes à pied d'un espace de nature. Le territoire est donc directement impliqué dans la transition écologique, avec pour conséquence des actions concrètes, qui seront vécues par les alto-séquanais.

Le territoire comme projet de transition est une notion importante : elle présuppose un jeu d'acteurs qui se mobilisent pour œuvrer ensemble, plutôt que dans une logique de silo. Le réseau des acteurs territoriaux est varié : élus, mais aussi agents, ainsi que citoyens par le biais de l'associatif mais également des actions quotidiennes.

Pierre Calame, ancien haut fonctionnaire et chercheur au Centre d'Études et de Recherches sur l'Aménagement

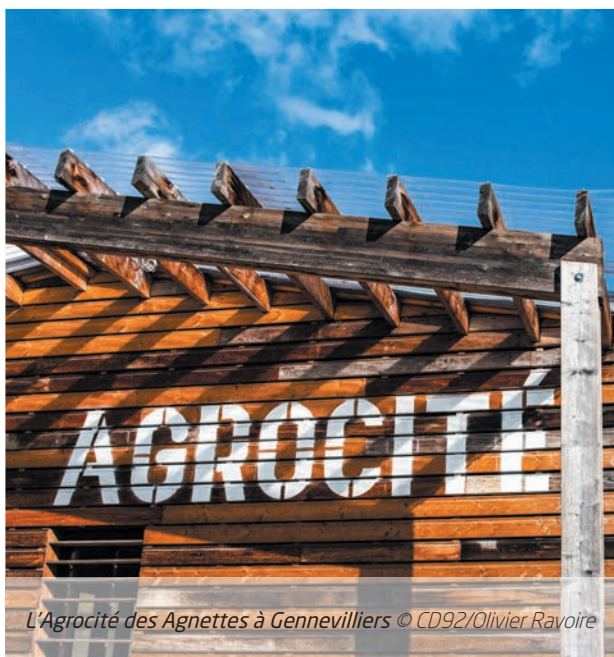
Urbain (CERAU) parle de « L'engagement des acteurs du territoire comme ressource ». Ainsi, une stratégie de changement implique la participation de tous les acteurs de la société, publics comme privés : il faut coopérer, agir en prenant en compte les enjeux et les contraintes des autres parties prenantes. Ce chercheur oppose ainsi la gouvernance traditionnelle, une logique « du haut vers le bas », à une coopération entre tous pour faire émerger un véritable projet de société. Cette coopération engendre un écosystème, et fait travailler l'intelligence collective, au profit de tous, plutôt que de s'appuyer uniquement sur l'action publique. Elle doit être accompagnée d'éducation, de pédagogie, et est le fruit d'un processus sur le long terme. Dans ce carnet, sera illustré à plusieurs reprises ce travail en réseau d'acteurs, et cette volonté de participation dans la prise de décision : le Curious Lab', en tant que laboratoire d'innovation territoriale, permet par exemple cette mise en réseau au travers des défis.

La temporalité de la transition territoriale

Le territoire est donc à la fois cadre et acteur de la transition : ces deux facettes permettent de répondre à la problématique de la transition territoriale aujourd'hui :

comment construit-on une société plus soutenable ?

Il s'agit à la fois de façonner le cadre de vie des habitants, citoyens, usagers, mais aussi de créer du lien pour aboutir à une meilleure société, qui répondra plus favorablement aux enjeux de demain. Aujourd'hui, la société doit composer avec des accélérations des changements et des accroissements d'incertitudes : les perspectives d'aujourd'hui peuvent être résumées comme des « réponses à des besoins économiques



L'Agrocité des Agnettes à Gennevilliers © CD92/Olivier Ravoire

Construire une société plus soutenable, c'est le pari fait par les acteurs de la transition territoriale, ou des transitions territoriales. Ce défi peut paraître titanesque, et difficile à cerner : et pourtant, aujourd'hui, ce processus implique l'ensemble des acteurs. Cette construction est possible car elle est un travail à la fois sur du court-moyen et long terme : les constructions pour aboutir à un projet final font partie intégrante de la transition, d'où la nécessité d'envisager la transition dans une certaine temporalité.



La PADAF à Antony, une programmation temporaire et mixte dans d'anciens entrepôts à Antony © Plateau Urbain

Ce carnet de la transition territoriale, en prenant en compte cette temporalité nécessaire, sera divisé en deux parties :

En premier lieu, les actions du quotidien pour l'amélioration de ce dernier.

Dans un second temps, la préparation du futur avec des projets sur le long terme.

Ces deux temps sont entrelacés : il n'est pas possible d'agir au quotidien aujourd'hui sans penser au futur, et ce futur même sera le quotidien de demain. Accompagner le changement vers un modèle de société durable prend du temps, mais l'échelon local y est adapté. C'est dans les territoires que la quotidienneté de la transition prend tout son sens, ce qui n'empêche pas de déployer des énergies et de rassembler les intelligences pour préparer le futur, comme en témoigne la participation du Département au Moniteur Innovation Day depuis trois ans. Le MID, évènement axé sur la transformation de la ville et des territoires, aura comme sujets phares « Vivre en 2050 », « Partager en 2030 » et « Jouer en 2024 ». Avec cette participation, le territoire alto-séquanais engage une réflexion sur des sujets importants liés à la transition territoriale.

La transition territoriale peut également se décliner en plusieurs thèmes, qui jalonnent ce carnet et qui sont liés aux défis et projets travaillés avec le Curious Lab'.



Consommer

Comment évoluer vers des modes de consommation plus éthiques et durables ?



Travailler

Comment harmoniser les nouvelles aspirations et les formes de travail actuelles ?



Se déplacer

Comment optimiser ses déplacements et augmenter la part des mobilités douces ?



Habiter

Comment répondre aux besoins en logement tout en garantissant le développement durable ?



Former

Comment mieux former et accompagner pour préparer le futur ?



Gouverner

comment répondre aux besoins d'engagement et de participation des citoyens, tout en gouvernant efficacement ?

Ces six thèmes sont des éléments indispensables à la réflexion sur la transition. Ils sont également le socle du projet de réalisation de fresque de la transition territoriale, un outil à l'initiative de la Direction du Développement et de la Stratégie et qui entend faciliter l'appropriation de la transition territoriale par tous.

Principaux objectifs des Accords de Paris de 2015 :

- Maintenir le réchauffement à +2°C
- Atteindre la neutralité carbone en 2050

La société dans son ensemble, les acteurs publics comme privés, sont invités à réfléchir à ce que sera leur vie dans une ou plusieurs dizaines d'années. Cette réflexion permet de voir les aspirations de chacun, mais aussi de prendre en compte les changements à venir, et de construire des modèles viables, des alternatives aux crises et aux scénarios pessimistes voire catastrophiques. Ce parti pris ne signifie pas d'ignorer les avertissements des scientifiques et les urgences écologiques et sociales mais plutôt de simplement, de travailler de concert sur les enjeux du présent et de l'avenir pour construire la société plus soutenable imaginée par tous.



Atelier de co-construction de la Fresque de la Transition Territoriale
© CD92/Olivier Ravoire

Le Département des Hauts-de-Seine, un territoire en transition

Les Hauts-de-Seine peuvent incarner la transition de plusieurs manières : le territoire comporte plusieurs spécificités qui en font un laboratoire d'expérimentations, ainsi qu'un creuset d'innovations. Tout d'abord, il est le deuxième département français en terme de densité de population, et est presque entièrement urbanisé, hormis quelques parcs et forêts notables. Les 36 communes qui le composent ajoutent encore davantage de particularités : chacune recouvre des réalités, des espaces différents mais complémentaires.

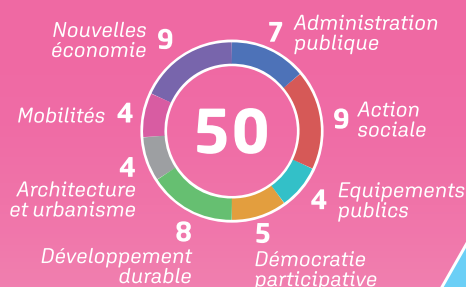
De nombreux projets innovants interdépartementaux sont portés : en témoigne les nombreuses communes lauréates du prix de l'innovation urbaine, à la fois dans des domaines architecturaux, paysagers et environnementaux, mais aussi les innovations programmatiques et fonctionnelles (adaptation aux évolutions des usages) et enfin

partenariales et collaboratives. Récompenser l'innovation, c'est aussi mettre en exergue et encourager les initiatives de transition territoriale des collectivités qui cherchent à s'adapter aux défis présents et futurs, comme par exemple la ville de Boulogne-Billancourt pour l'École des sciences et de la biodiversité.

Le dispositif du Curious Lab', laboratoire d'innovation territoriale, a été présenté dans le premier carnet du Curious Lab', sorti en 2021. L'objectif de cette parution était de montrer l'importance de ce dispositif dans l'association de la jeunesse et de la fabrique des territoires, et de présenter les défis communaux réalisés par les étudiants depuis son lancement. Cette deuxième publication du Curious Lab' répond au souhait de mettre la transition territoriale en lumière, à la fois comme idée et comme rassemblement d'initiatives.

[Curious Lab', 50 défis sur 4 promotions]

Répartition des 50 défis par catégorie :



72 propositions de projets par les étudiants

20 villes participantes dont 16 des Hauts-de-Seine

Top 5 des villes ayant participé :

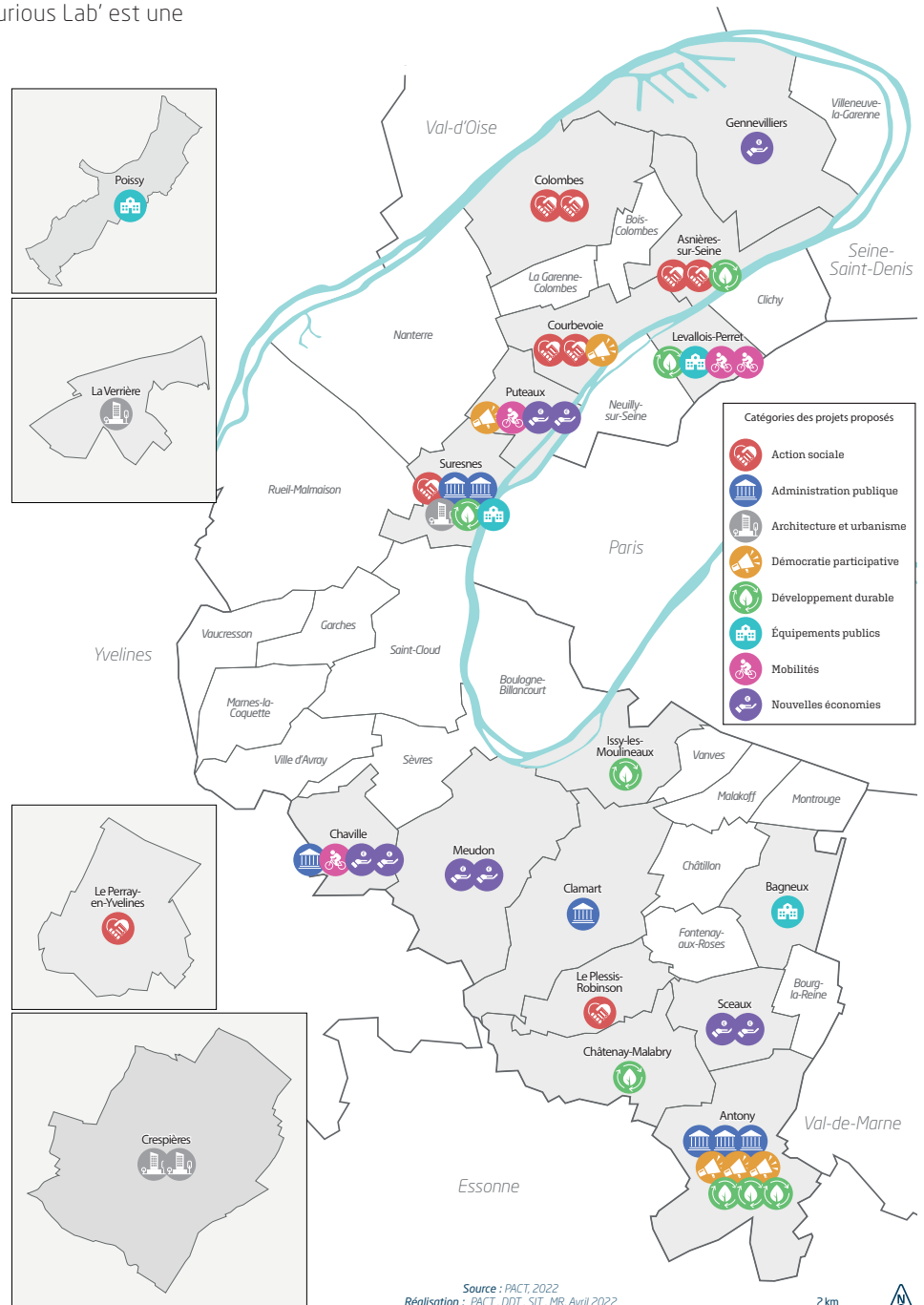
- Antony 9 défis
- Suresnes 6 défis
- Levallois-Perret 4 défis
- Puteaux 4 défis
- Chaville 4 défis

30 % taux de renouvellement de la participation des communes au travers des promotions

Ce carnet contribuera à apporter des éléments théoriques et pratiques sur la transition territoriale, avec des expérimentations et des projets menés par des villes alto-séquanaises, mais également des bonnes pratiques et des boîtes à outils réflexives inspirées des travaux de recherche du Curious Lab'. Le Curious Lab' est une initiative départementale qui rassemble les communes, les étudiants et les Hauts-de-Seine dans un réseau d'acteurs, élément indissociable des transitions à l'œuvre sur le territoire. Ce réseau d'acteurs est particulièrement important : il permet de penser les communes et les projets menés par ces dernières comme partie intégrante du Département, de son attractivité et de son innovation.

Le carnet apportera également des éléments issus des travaux de recherche et de benchmarks, souvent réalisés à la demande des communes.

Cette demande prouve le besoin des collectivités d'améliorer leurs modèles voire de les modifier en profondeur. La liste non exhaustive de ces productions se trouve ci-dessous.



Des benchmarks sur différents sujets :

- Le dernier kilomètre
- Le nudge
- Les rues scolaires piétonnes
- Les tiers-lieux dédiés à l'ESS
- Les coordinations jeunesse
- Etc.

Source : PACT, 2022
Réalisation : PACT, DDT, SIT, MR, Avril 2022



Partie 1

La transition territoriale pour l'amélioration du quotidien



I. La transition territoriale pour l'amélioration du quotidien

La transition territoriale répond à une amélioration du quotidien des usagers et des citoyens à la fois par des projets menés sur le long terme mais, elle peut aussi proposer de petites actions aux effets immédiats. Se développent alors toute une série de projets culturels, sociaux et sportifs au sein des villes, nécessitant une coordination moins institutionnalisée. Les modes de gouvernance évoluent : l'action publique est pensée aujourd'hui comme une collaboration entre les acteurs traditionnels du territoire, les usagers et les citoyens.

Dans cette logique, l'action publique passe aussi par une incitation à se regrouper. Les citoyens deviennent décisionnaires puisqu'ils peuvent faire part de leurs attentes et de leurs besoins. La transition territoriale se construit par et pour eux. Ainsi, mises bout à bout, ces petites actions constituent un véritable changement des pratiques collectives et mènent, à terme, à une mutation structurelle de la société.

La transition territoriale se traduit, entre autres, par l'importance d'impliquer davantage chaque individu

dans la vie publique des villes. L'intégration des citoyens dans la gouvernance passe par la valorisation du travail collaboratif des citoyens avec, notamment, la distribution de bourses à projets ou encore l'organisation plus fréquente de rencontres entre élus et habitants. Le paysage urbain peut porter en lui cet esprit coopératif en se dotant d'une signalisation ludique- comme c'est le cas avec les nudges, et d'aménagements pratiques (pistes cyclables, fontaine à eau, etc.)

L'action publique se travaille avec une approche de plus en plus transversale. Le bien-être des habitants est travaillé dans son ensemble, leur cadre de vie promet, lui, d'être toujours plus agréable et inclusif. Il doit également pouvoir se mettre au niveau de toutes les franges de la population (enfants, étudiants, actifs et personnes âgées). La devise, vivre ensemble pour vivre mieux.

L'idée est ici de faire émerger une conscience collective du territoire comme bien commun. L'un des objectifs centraux de la transition territoriale est par ailleurs de tisser des liens entre les citoyens et leur territoire.





Fête interdépartementale du numérique (juin 2019) © CD92/Willy Labre

La transition territoriale pour l'amélioration du quotidien

1. Renforcer le lien social

Ce terme signifie l'ensemble des appartenances, des affiliations, des relations qui unissent les gens ou les groupes sociaux entre eux. Le lien social représente la force qui lie entre eux les membres d'une communauté sociale, d'une association, d'un milieu social.

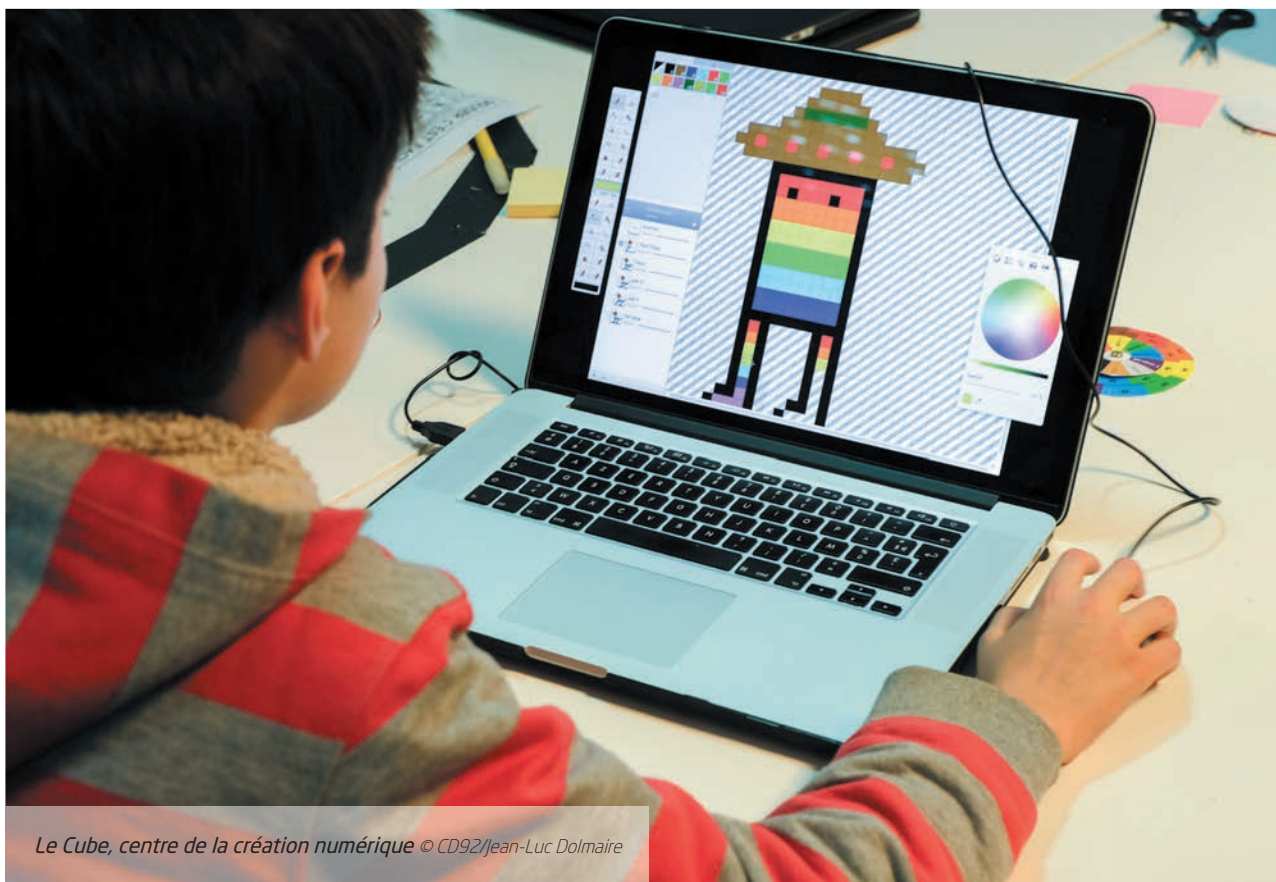
La transition territoriale implique aussi de rendre la société vivable pour tous, et donc de rétablir ou de renforcer les liens entre les acteurs du territoire. Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), engagé pour la transition et la résilience territoriale, a développé avec plusieurs collectivités des outils pour une approche nouvelle de ces objectifs.

L'un d'entre eux est une recherche-action visant à expérimenter et déployer la coopération multi-acteurs et la participation citoyenne comme leviers de transformation de l'action publique au service d'une transition sociale, démocratique et écologique.

Cette coopération multi-acteurs, avec notamment les associations, est essentielle pour entretenir le lien social et pour permettre à tous les citoyens d'accéder à l'information, et ainsi de prendre part aux processus de co-décision.



Préserver le lien social est crucial pour les collectivités : cet objectif est relié à la thématique « Gouverner », car la transition territoriale implique de passer à une gouvernance plus horizontale et coopérative



L'importance du lien social et de la coopération peut se heurter à des obstacles : par exemple, lorsque des citoyens n'ont pas accès à toutes les informations, notamment à cause de difficultés à utiliser des appareils numériques et des outils informatiques. Ce phénomène nommé « illectronisme » concerne en effet 17% de la population française, et a été accentué pendant la récente crise sanitaire.

L'importance de la coopération entre les acteurs territoriaux se retrouve dans des politiques publiques à destination d'un public spécifique : il peut être intéressant de troquer une politique jeunesse « classique » contre une coopération plus souple entre acteurs concernés. Pour en savoir davantage, consulter la boîte à outils page 29

Défi : lutter contre la fracture numérique à Suresnes

Le défi :

La ville de Suresnes, consciente des problématiques liées à l'accès au numérique, malgré de nombreuses actions très variées déjà menées sur le territoire cherchait à donner davantage de visibilité à ses actions, à aller vers les publics concernés et ainsi à mieux répondre aux besoins locaux, avec une ou des solutions ad hoc.

Le diagnostic des étudiants :

Les étudiants de l'IFG mobilisés sur le sujet ont entre-autre réalisé un diagnostic avec les agents concernés, notamment avec le CCAS, acteur central des actions en faveur du numérique. Ce diagnostic les a notamment fait conclure que le partenariat actuel était efficace mais que les personnes déjà éloignées du numérique risquaient de l'être encore plus avec un seul lieu dédié à des ateliers et des formations.

Les propositions :

Forts de ce travail de recherche, deux propositions ont été formulées :

- Créer une annexe au Cyberesp@ce, lieu situé dans le quartier Cité-jardin. L'idée serait de renforcer son accessibilité par la création d'une antenne localisée à proximité des transports en commun. Ainsi, le mode de fonctionnement actuel pourrait être conservé, et cette solution serait plus rapide à mettre en place.
- Créer un tiers-lieu (voir boîte à outils pages 42-43 pour plus d'informations). Le tiers-lieu permettrait d'accroître le lien social tout en rassemblant les offres en rapport avec le numérique, et en s'ancrant dans le territoire local. Le lieu serait également agrémenté d'un espace d'activité culturelles, de co-working, et d'un café solidaire, entre autres. Les étudiants ont également proposé pour ce projet un mode de gouvernance élargi, avec des élus municipaux, mais aussi les agents, les sponsors du site ainsi que les citoyens suresnois.



Boîte à outils - Les coordinations jeunesse

Qu'est-ce qu'une coordination jeunesse ?

Cela peut se définir comme étant les partenariats et les méthodes de travail, privilégiant la transversalité de l'action menée auprès de la jeunesse afin de créer un espace de travail commun à tous, pour travailler en bonne intelligence et proposer des projets et des services à la jeunesse, tout en étant en adéquation avec les besoins de ce public.

Quelles différences entre une politique jeunesse et une coordination jeunesse ?

Là où une politique jeunesse va dessiner les contours d'actions à destination de ce public, la coordination jeunesse va permettre de lui créer un environnement favorable, articulant l'ensemble de ces actions et des secteurs concernés entre eux, pour éviter les doublons et permettre leur bon déroulement.

Qui est concerné ?

Il n'y a pas d'acteurs types dans les coordinations jeunesse : chacune d'entre elles est singulière et s'adapte au territoire d'actions, aux acteurs sur place et à l'historique des partenariats. L'ensemble des acteurs travaillant pour et avec la jeunesse peuvent être concernés : la ville, les CCAS, mais également des associations, les acteurs de prévention en santé, les parents etc.

Quelles sont les formes des coordinations jeunesse ?

Il n'y a pas de format type à la coordination. Elles peuvent être :

- Informelles et parvenir à travailler en réseau par le biais d'une organisation partenariale simple
- Formelles avec une mise en réseau forte, permise par l'action d'un agent ou d'une structure dédiée, qui effectue ce rôle de coordinateur et de facilitateur entre acteur. Certaines peuvent proposer une mise en commun d'outils, de temps de rencontre ou encore de formation.
- Ce ne sont ici que quelques exemples d'organisations de coordinations jeunesse, adaptées à leurs territoires, et qui ne sauraient être exhaustives et répliquables à l'identique dans d'autres territoires !

Comment construire sa coordination ?

Plusieurs éléments favorisent la bonne construction des politiques jeunesse :

- La cohérence de leurs manifestations : il faut prendre le temps d'un état des lieux des besoins, mais également des dispositifs déjà existants de l'ensemble des acteurs jeunesse pour éviter les doublons
- Leur visibilité : si ces politiques ne sont pas intelligibles et diffusées au plus grand nombre, leur utilité est faible, car le public concerné ne saura pas qu'il peut en profiter.
- Leur inscription dans une durée : elle doit être un projet de territoire et faire émerger une culture.

Aller vers les jeunes

Cette posture essentielle lors d'un travail avec et/ou pour les jeunes cherche à mettre en avant une politique publique plus parlante et donc plus inclusive pour le public cible, mais aussi mieux adaptée à leurs besoins, supposant ainsi une transformation des institutions et de leurs modèles, qui doivent s'adapter pour réaliser cette mission.

Un exemple de coordination jeunesse à Suresnes :

La ville souhaite travailler sur le parcours des enfants/élèves/jeunes dans leur globalité, pour faciliter les passerelles et la continuité entre ces différents âges. Pour cela, la ville structure sa coordination jeunesse dans l'optique de coopération, de transversalité et de complémentarité entre acteurs et actions portées.

Cette coordination s'attachera à travailler de manière transversale structurée autour des axes :

- Echangeons / connaissons nous
- Recherchons/expérimentons
- Agissons / travaillons ensemble
- Évaluons (efficacité- efficacité) / capitalisons
- Outillons-nous

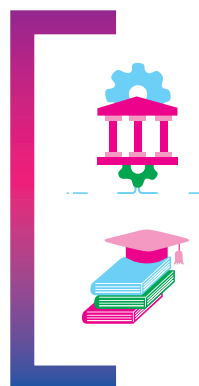
La transition territoriale pour l'amélioration du quotidien

2. Les « petites actions » comme moteur de la transition

La transition territoriale au quotidien est à la fois un travail de longue haleine et, dans le même temps, un assemblage de petits gestes et d'actions par les citoyens qui permet d'améliorer leur vie, et celle des autres : cette somme de toutes les parties est essentielle, et évidemment indissociable du renforcement des liens sociaux. Être lié avec les autres donne envie de faire faire des actions en leur faveur, de participer à la vie de la cité, et d'être moteur des transitions.

Cependant, changer ses habitudes peut être difficile : par manque d'information, manque de temps et de ressources... Les transitions territoriales (sociales, écologiques) et les défis qu'elles posent peuvent paraître insurmontables. Il est courant de penser qu'un changement à l'échelle individuelle n'aura pas de grande résonance. Pourtant, à l'exemple de la légende du colibri,

les « petits gestes » de chacun peuvent finir par faire une grande différence. Le colibri « fait sa part » bien qu'elle ne soit pas très importante, et, au final, incite les autres à « faire leur part » également.



La transition par les petites actions et la prise de bonnes habitudes peut être reliée aux thèmes « gouverner » et « former » de la transition territoriale.



Des gestes pour réduire son impact environnemental ou protéger sa santé peuvent en effet être appris : l'impact de la formation et de la sensibilisation sur les plus jeunes générations est notable. La sensibilisation de la jeunesse par des moyens ludiques et adaptés est une solution pour la prise de bonnes habitudes, qui peuvent ensuite être partagées à un plus grand nombre. Ces éléments de prévention sanitaire pourraient être déclinés dans d'autres domaines que la préservation de l'audition.

La transition territoriale se définit aussi à travers sa capacité à pouvoir encourager l'évolution des mentalités. Les modes de gouvernance ne peuvent se réduire à leur pouvoir coercitif, et l'accent s'oriente de plus en plus sur l'accompagnement, la formation et la pédagogie envers les citoyens. Les questions d'usage et de pratique s'adressent aujourd'hui à toutes et tous. La transition permet de donner un cadre aux évolutions environnementales, à la sensibilisation aux questions de vivre-ensemble et à la recherche d'une cohésion sociale.



En parallèle de ces évolutions, se développent des nouveaux mécanismes au service des pouvoirs publics, inspirés des sciences comportementales. Le nudging est l'un de ces outils incontournables : il permet d'inciter en douceur, par des biais cognitifs inconscients, à changer ses habitudes pour améliorer notre quotidien. La pédagogie est essentielle à l'assimilation des nouveaux enjeux de société.

Défi : sensibiliser les jeunes à la santé auditive au Plessis-Robinson

La ville de Suresnes, consciente des problématiques liées à l'accès au numérique, malgré de nombreuses actions très variées déjà menées sur le territoire cherchait à donner davantage de visibilité

Le Plessis-Robinson a proposé lors de la 4^e promotion du Curious Lab' un défi visant à rendre les jeunes acteurs de leur santé auditive. Les solutions proposées ont été pensées pour être adaptées au public cible avec, notamment, l'élaboration d'une campagne de prévention dans les classes de collège et la mise en place d'un spectacle « Peace and Love ». Plus encore, le groupe d'étudiants a développé une campagne de sensibilisation numérique sur les réseaux sociaux et réalisé un audio à diffuser avant chaque concert et séance de cinéma.

Le but ? Alerter un maximum de personnes.

La transition territoriale se définit aussi à travers sa capacité à pouvoir encourager l'évolution des mentalités. Les modes de gouvernance ne peuvent se réduire à leur pouvoir coercitif, et l'accent s'oriente de plus en plus sur l'accompagnement, la formation et la pédagogie envers les citoyens. Les questions d'usage et de pratique s'adressent aujourd'hui à toutes et tous. La transition permet de donner un cadre aux évolutions environnementales, à la sensibilisation aux questions de vivre-ensemble et à la recherche d'une cohésion sociale.

En parallèle de ces évolutions, se développent des nouveaux mécanismes au service des pouvoirs publics, inspirés des sciences comportementales. Le nudging est l'un de ces outils incontournables : il permet d'inciter en douceur, par des biais cognitifs inconscients, à changer ses habitudes pour améliorer notre quotidien. La pédagogie est essentielle à l'assimilation des nouveaux enjeux de société.

Le nudge, ou « coup de pouce », est une incitation à des comportements vertueux, sans sanction ou contrainte réelle, pour rendre la qualité de vie des citoyens plus agréable. Inciter, c'est convaincre dans un temps plus court. Par exemple, les traces de pas dans les gares pour aider les usagers à se repérer, les notes de piano sur les marches pour inciter les gens à faire de l'exercice physique sont autant de nudges vertueux pour la santé publique ou l'amélioration de l'expérience utilisateur.

Bien utilisé, le nudge offre un effet maximal pour un coût peu élevé. Mal utilisé, le nudge peut se transformer en « sludge », c'est-à-dire un détournement du principe, dirigé non plus vers l'intérêt public mais pour l'initiateur du sludge ; le neuro-marketing en est un exemple classique. Il se place très souvent dans une logique consumériste (par exemple, l'incitation à prendre une assurance lors d'un achat de billet de transport). Pour éviter cette déviance, un nudge doit pouvoir être transparent, présenté comme tel,



Un cendrier à question à l'Université de Paris - Nanterre © La Gazette de la Défense



et pouvoir être facilement contournable. Ces conditions respectées, le nudge est un outil très efficace des politiques publiques, et un mécanisme intégré pleinement dans la transition territoriale.

Les petites actions pour amener à des changements de comportement peuvent être appliquées au sein même des collectivités, et, de manière générale, le lieu de travail, pouvant être des creusets de sensibilisation et de prévention.

Défi : organiser le tri des déchets au sein de la mairie à Antony

Après la réalisation d'un diagnostic par les étudiants sur la gestion des déchets au sein de l'administration, il leur a été demandé d'élaborer des scénarii innovants pour l'optimiser. Les étudiants ont élaboré des solutions rendant la collecte plus pratique avec une proposition d'achat de pastilles pour distinguer visuellement les différentes poubelles, de création d'un système de double ouverture des poubelles, etc. Le volet sensibilisation a lui aussi été pensé avec une action spécifique auprès des agents de la commune et des habitants.

Les deux pages suivantes, avec une boîte à outils sur **la piétonnisation des abords des écoles**, font le lien entre une politique publique faite de « petits gestes » (installations de barrières, d'un agent de circulation) et une transition vers un modèle d'utilisation de la rue plus durable et résilient (les rues aux enfants).

Boîte à outils - la piétonnisation des abords des écoles

Qu'est-ce que la piétonnisation ?

- C'est l'action de transformer la circulation dans une rue ou un quartier, pour la réserver majoritairement aux piétons, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et de favoriser les piétons dans les villes.
- La piétonnisation des abords des écoles concerne un élément particulier de l'équipement public : elle n'est pas seulement une action en faveur de l'environnement, mais elle permet aussi de sécuriser et d'apaiser l'espace public pour les enfants. Cet outil a de nombreuses ramifications : la santé, la mobilité, l'écologie, l'éducation et le bien-être des enfants, mais également une philosophie plus profonde : la ville à hauteur d'enfants. Ce concept s'inscrit dans une volonté d'inclure les enfants dans l'aménagement des villes, de les prendre en compte comme habitants et futurs citoyens à part entière.

Quels sont les éléments indispensables ?

Mettre en place le dispositif

- Les expérimentations de piétonnisation des abords des écoles peuvent revêtir plusieurs aspects : emploi d'agents de sécurité, installation de barrières, de potelets pour bloquer la rue ou gérer la circulation. La ville doit évaluer les avantages et les inconvénients de chaque formule, et adapter sa politique publique.
- La rue sera fermée pendant les heures opportunes, ou définitivement piétonnée en fonction des cas. Une prise en compte des aspects pratiques est nécessaire : la rue est-elle empruntée par des transports en commun ? Faut-il une autorisation spéciale pour les riverains, les livraisons et les véhicules d'urgence ?

Impliquer les citoyens

Les villes ayant mis en place un tel dispositif ont pu se heurter à l'incompréhension, voire au rejet des riverains. Il paraît important de mener des campagnes de sensibilisation ou de concertation au sein de la ville. Une évaluation ex-post du dispositif de piétonnisation permet de réajuster certaines variables, comme les horaires d'amplitude.

- Les retours positifs des parents d'élèves et des enfants renforcent le projet, et sont un bon élément de communication.

Retour sur des études de cas

Puteaux : les rues scolaires

Depuis la rentrée 2021, la ville de Puteaux a mis en place les « rues scolaires » pour une circulation apaisée. L'objectif est de garantir la sécurité des élèves et de maintenir les rues aux abords des écoles comme des lieux de vie et de passage.

Trois écoles sont concernées par ce dispositif, qui vise à la fois la sécurité mais également l'encouragement à l'utilisation des mobilités douces. Les rues aux abords de ces trois écoles sont fermées temporairement à horaires fixes, avec une barrière et une gestion de la circulation et des riverains par les ASVP.

De nombreuses collectivités se sont essayées à cet exercice : Bordeaux, Nantes Métropole, Lille Métropole, Rennes, etc.



Le dispositif Les Rues Scolaires à Puteaux © Ville de Puteaux



Le dispositif Les Rues Scolaires à Puteaux © Ville de Puteaux



5^e édition des Extatiques, exposition d'art contemporain en plein air. Œuvre de l'artiste Elsa Tomkowiak : OUT/Codamela (la cascade) et OUT/Suite homochromique (2022) à la Seine Musicale de Boulogne-Billancourt © CD92/Julia Brechler



Partie 2

La transition territoriale pour préparer le futur

II. La transition territoriale pour préparer le futur

La transition de nos modes de consommation, de déplacement et de développement se fait d'abord à l'échelle locale, d'où la nécessité de mettre en exergue le rôle novateur des collectivités territoriales. C'est effectivement en élargissant, pour demain, des modes de consommation et de production innovants au sein même des villes que seront adoptées de nouvelles pratiques, en accord avec une éthique durable, sociale et solidaire.

Il s'agit, pour préparer le futur, de se confronter aux défis territoriaux à relever en les ciblant puis en élaborant des stratégies. Néanmoins, l'enjeu majeur est d'être capable d'anticiper au mieux les évolutions prochaines de nos territoires, sans pour autant tomber dans le fantasme ou le pessimisme. Pour ce faire, nous devons nous appuyer sur une méthode efficace qui est celle d'interroger et d'analyser nos territoires. Anticiper demain, c'est agir ensemble maintenant. Le récent rapport du GIEC paru début avril 2022 dresse un bilan alarmant, les politiques climatiques sont encore trop insuffisantes.

Dans cet esprit de construction collective du monde de demain, les communes sont invitées à réfléchir à leur échelle à des solutions pour contrer l'impact climatique de nos pratiques de consommation et de déplacement. Les communes sont effectivement en mesure d'être au centre d'un changement total de paradigme en se posant comme un modèle d'écologie et de durabilité. Elles peuvent, pour

cela, adopter des réglementations plus strictes en matière d'émissions de carbone pour assurer une transition énergétique dans le domaine des transports. Plus encore, les villes ont la possibilité de faire émerger un sentiment



La Clayette à Meudon, un kiosque à journaux devenue point de vente de produits locaux ©La Clayette

éco-citoyen en incitant leurs habitants à adopter des pratiques écoresponsables, en créant des circuits de distribution courts, notamment. Le changement de nos habitudes qui vise simplement à adopter un mode de vie plus sobre, nous permettrait de réduire nos émissions jusqu'à 70% d'ici 2050. La transition énergétique est avant tout une transition collective.



Plantation d'un bosquet avec des enfants ©Ville d'Antony

Les communes font face à de récents défis sociétaux et environnementaux. Or, les grandes problématiques actuelles telles que la pollution, l'appréhension des nouvelles technologies et l'état de la conjoncture économique post-covid entraîneront des mutations

territoriales dans un futur plus ou moins proche. La transition territoriale, puisqu'elle se doit de répondre aux grands défis de demain, enrichie la dynamique de nos territoires : se rencontrent alors une grande diversité d'acteurs qui fabriquent ensemble la ville de demain.



Le nouvel éco-quartier de la Pointe de Trivaux à Meudon © CD92/Willy Labre

La transition territoriale pour préparer le futur

1. Travailler et produire autrement

Les défis sociétaux et environnementaux montrent qu'il est aujourd'hui essentiel de s'adapter à des nouveaux rythmes de production durables et résilients.

Un des défis majeurs pour préparer le futur est un changement de paradigme dans la production textile. L'industrie du vêtement est aujourd'hui l'une des plus polluantes et les personnes fabriquant les vêtements ne touchent qu'une infime partie du revenu généré par l'industrie. La production de vêtements, notamment l'étape de confection et de transport, a des conséquences sur l'environnement, mais aussi sur les personnes impliquées dans la chaîne de production : pollution des sols, mauvaises conditions de travail, grande consommation d'eau et d'énergie (sources : Oxfam France). Il s'agit donc d'un enjeu social et environnemental.

Dans ce système se trouve également le consommateur qui choisit sa manière de consommer, dans la limite de l'offre qui lui est proposé. De ce fait, il peut être amené à acheter en grande quantité, d'une lointaine destination et

il peut tendre à négliger le recyclage du textile : en Europe, 4 millions de tonnes de vêtements sont jetés chaque année.

La production de vêtement dans le monde

- 130 milliards de vêtements sont consommés par an
- 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre sont émis chaque année par le secteur du textile
- 33,5 % sont recyclés



La friperie pour une consommation alternative ©Adobe Stock



Les enjeux présentés dans cette partie sont liés aux thèmes de la transition territoriale « Travailler » et « Consommer ».



La transition, c'est aussi transformer à un échelon local, avec des initiatives de slow fashion. La slow fashion, c'est remettre en avant la qualité des produits, par opposition à une production en grande quantité, en prenant en compte la limite des ressources à disposition, et en proposant à la consommation des vêtements plus responsables.

Les collectivités territoriales n'ont pas la main sur le système de production textile mondial : néanmoins, comme le défi proposé par la ville de Chaville, il est possible d'encourager des projets qui auront un impact sur le long terme.

Défi : le projet social French ReLOVution à Chaville

L'objectif de French ReLOVution, une association solidaire située à Chaville, est d'encourager le recyclage et la création de nouveaux vêtements par deux versants indissociables. D'un côté, amorcer une transition sociale et collaborative pour former et accompagner de nouveaux travailleurs ou travailleuses précaires ou en reconversion professionnelle. De l'autre côté, l'association requiert de mettre en avant une production respectueuse de l'environnement.

Pour ce faire, l'association sollicite une activité de production dit « upcycling », partielle ou totale. Le principe est simple : faire du neuf avec du vieux sans pour autant transformer ou déconstruire la matière première utilisée. Ce projet comporte également un aspect d'achat et de vente de pièces de friperies sélectionnées avec un service de retouche. French ReLOVution aspire à créer des ateliers de confection pour que le consommateur produise son propre vêtement, principalement des chemises, vestes, pantalons ou encore un produit moins commun, le bérêt.

Le Curious Lab a proposé ce défi aux étudiants du l'IESEG School of Management. Après plusieurs mois de travail collectif, ils sont arrivés avec des stratégies et des solutions. Les études de marché leurs ont permis de bien comprendre les problématiques spécifiques liées à l'ESS. En réalisant plusieurs benchmarks, les étudiants ont proposé des démarches marketing pour renforcer l'image de marque et développer d'autres moyens de communications. Mais surtout ils ont pensé l'atelier : du lieu aux partenariats, du textile aux machines. Les propositions sont organisées autour de projections des matières, de labels écologiques avec un détail des coûts estimés.





**Entretien avec
Corinne Savary,
conseillère
municipale à
l'économie sociale
et solidaire et la
résilience alimentaire
de Chaville et
référente du défi**

*Corinne Savary, conseillère municipale à l'économie sociale
et solidaire et la résilience alimentaire de Chaville
©Ville de Chaville Corinne Savary*

Comment le projet French ReLOVution s'inscrit-il dans une volonté de transition écologique, sociale et économique ?

“ Le projet French ReLOVution, vise à former des personnes éloignées de l'emploi à la couture, en utilisant de vieux vêtements et des chutes de tissu pour créer une ligne de vêtements abordable et une autre plus haut de gamme, alliant l'ESS et une diminution drastique du bilan carbone et du gaspillage d'eau, de la mode.

Comment les collectivités peuvent-elles accompagner ce type de changement ?

Le soutien à la création ou au développement d'entreprises vertueuses pour l'insertion sociale et le zéro déchet passe par l'aide à la création, l'octroi de locaux, l'attribution de subventions et la promotion de leur travail.

Que vous inspire l'expression « transition territoriale » ?

La transition territoriale, c'est créer un monde sans impact, et régénérer notre environnement.



La transition territoriale de l'activité économique s'appuie également à repenser l'espace et les activités proposées. Cet espace permet de forger une identité sociale et responsable, véritable atout d'une transition territoriale écoresponsable. La période de crise sanitaire a rebattu les cartes sur la façon de travailler et plus particulièrement sur le phénomène de travail à distance, télétravail. Accélééré par cette crise, le modèle de travail tend vers une « mixité des pratiques de travail » tant sur les espaces, le rythme et le produit.



L'atelier de la Manufacture © Ville de Sceaux

Les tiers-lieux, véritables espaces d'émulation et d'innovation alternatifs, sont en émergence depuis plusieurs années et proposent entre maison et bureau de nouvelles formes de travail, mais également des initiatives citoyennes variées. Ces lieux sont des laboratoires des nouveaux usages où prend forme de nouvelles formes de productions : consommation alternative, mutualisation des ressources... Enjeu marqué du développement des territoires, le tiers-lieu apporte une nouvelle forme de développement économique et social et de création de valeur.



Un espace de coworking à La Défense ©CD92/Jean-Luc Dolmaire



La Manufacture © Patrice Quillet

Le FabLab fibres et textile de Sceaux, ouvert en 2021, s'inscrit dans cette démarche. Ce projet a été proposé comme défi par la ville au Curious Lab' pour sa première et deuxième promotion, et les étudiants du PULV ont travaillé à son ingénierie. Aussi nommé « La Manufacture », ce FabLab est un lieu qui incarne l'économie circulaire et solidaire ayant pour objectif d'optimiser l'usage du textile. Fruit d'une large collaboration avec des associations, avec 40 citoyens volontaires tirés au sort et rassemblés au sein d'un comité consultatif des transitions, ce projet est créé avec l'ambition d'accompagner les citoyens dans une démarche de résilience en abordant de nouveaux modèles économiques tout en créant du lien. Véritable espace de rencontre, il permet une écoconception de son textile, pour professionnel ou particulier.

Le lieu dispose de machines à coudre et à broder, d'une machine à floquer des tee-shirts mis à disposition pour les associations sportives locales ou encore des associations étudiantes, du matériel divers et de la matière, des ateliers et des espaces de bureaux pouvant être privatisés.

Les idées de développement sont multiples tant sur les partenariats à tisser que l'apparition de nouvelles activités. La cohérence des actions est primordiale pour faire vivre le lieu puis le développer selon les critères sur lesquels il a été construit.

La démarche instaure de nouveaux modèles de contribution. En effet, il est ouvert gratuitement le samedi et dimanche après-midi, le reste du temps son utilisation est soumise à des conditions de participations originales : l'échange monétaire classique peut être remplacé par de l'échange de temps ou de savoir-faire.

Les tiers-lieux sont des outils de transition intéressants, qui peuvent revêtir plusieurs aspects et objectifs : pour en savoir plus, consulter la boîte à outils sur le sujet page 45.

Boîte à outils - Les tiers-lieux

Qu'est-ce qu'un tiers-lieu ?

- Un tiers-lieu est un espace où le travail se mélange à d'autres aspects de la vie en collectif. Il peut se définir comme un espace ouvert où les individus peuvent se réunir pour travailler, s'approprier des savoirs pour se rencontrer ou échanger et donc prendre une pluralité de formes : coworking, atelier partagé, fab lab, living lab, friche culturelle... Chacune a sa spécificité, son mode de fonctionnement ainsi que sa propre communauté. Le point commun de ces initiatives est l'innovation sociale à travers les interactions.
- Via la cohabitation locale de mondes différents et parfois contradictoires, le tiers-lieu engage un processus de rééquilibrage sur le territoire. La démarche s'articule autour d'une réappropriation de certains mécanismes sociaux et amène du dialogue et des frictions. Ainsi, le tiers-lieu vise à considérer le savoir, au sens large, comme un bien commun.

Quels sont les éléments indispensables pour la constitution d'un tiers-lieu ?

- La création d'un tiers-lieu à partir d'acteurs déjà actifs sur un territoire est préférable plutôt qu'une création ex nihilo. Surtout, ce sont ces acteurs qui doivent avoir les clefs pour mettre en place le projet et son format. L'aspect social et solidaire demande une collaboration avec les collectivités locales pour soutenir le projet à travers une intégration au capital de départ, un accompagnement dans la recherche du lieu et un portage politique continu.
- L'animation du lieu et sa communauté ainsi que la diversification des activités, notamment rémunératrices est gage de pérennité pour le projet. L'importance de rester à l'écoute des porteurs de projets pour faire émerger de nouvelles idées et renforcer les liens entre acteurs du territoire est primordial.

Les étapes clés :

- Création d'un groupe de travail
- Elaboration du cadre du projet
- Réflexions sur le fonctionnement du lieu
- Devis, achats du matériel, communication
- Recherche de financement
- Mise en œuvre

Formes juridiques possibles

- Association
- SCOP (Société Coopérative et Participative)
- SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)

Exemples de tiers-lieux

La « Tréso » à Malakoff (92)

Lieu polyvalent qui souhaite être un laboratoire d'innovation, sociale et coopérative pour la ville. Résidence de 6 artisans, le lieu offre la possibilité de réserver les ateliers de fabrication, de louer des machines et fait vivre une communauté en mettant en réseau divers associations.



La Tréso à Malakoff © CD92/Stéphanie Gutierrez-Ortega

L'Electrolab à Nanterre (92)

Le mot d'ordre de l'Electrolab est la réappropriation par la pratique des technologies et des moyens industriels par le plus grand nombre. Pour apprendre, expérimenter et partager, les membres construisent, récupèrent, modifient de nombreux outils, dans 1500 m² d'ateliers et espaces conviviaux.



L'électrolab de Nanterre © DR

La PADAF à Antony (92)

La Plateforme des Acteurs de Demain (Absolument fantastique) prend place pour 2 ans dans d'anciens locaux industriels. Elle accueille des activités artistiques, artisanales, associatives de l'ESS et du réemploi/recyclage/réutilisation. L'enjeu est ici de faire vivre cette zone urbaine en transition tout en permettant à chacun de participer à la vie du lieu.

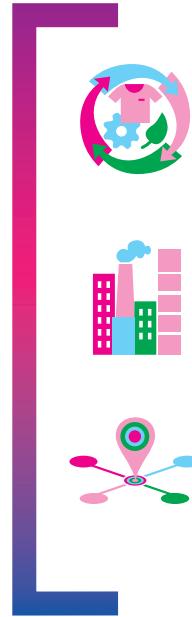


La PADAF à Antony © Plateau Urbain

2. Vivre et consommer autrement

Si la transition territoriale questionne les nouveaux modèles de production, elle interroge aussi les perspectives de nouveaux modes de vie. Les changements de comportement, corrélés aux objectifs de développement durable apparaissent comme nécessaires afin de répondre aux enjeux environnementaux actuels.

Les politiques publiques ont pris conscience de leur rôle dans cette transition, et soumettent à leurs citoyens des alternatives, des outils permettant l'accompagnement de l'évolution des modes de consommation et des modes de vie. Cet accompagnement peut se faire avec des outils technologiques innovants. Il faut cependant ajouter que la nouveauté n'est pas toujours synonyme de haute technologie : les collectivités ont également un rôle à jouer dans l'élaboration de politiques publiques permettant la transition vers un mode de vie plus durable.



Préparer le futur, c'est aussi modifier son mode de vie pour aller vers un modèle plus durable : cette partie est en lien avec les thématiques de la transition territoriale habiter, se déplacer et consommer.

En effet, ces thématiques sont entrelacées : les déplacements, par exemple, peuvent être réduits si l'on promeut d'autres formes de consommation et de nouveaux modes d'habitat.

La production de vêtement dans le monde

- 130 milliards de vêtements sont consommés par an
- 1,2 milliard de tonnes de gaz à effet de serre sont émis chaque année par le secteur du textile
- 33,5 % sont recyclés



Un immeuble dans l'éco-quartier de la Pointe de Trivaux à Meudon © CD92/Willy Labre



“ *Les étudiants ont proposé des solutions innovantes pour diversifier les canaux de communication en matière d'action climatique et ainsi toucher un public plus large. Ils ont également imaginé de nouveaux ateliers de sensibilisation à destination des plus jeunes, ou encore la création de tiers lieux mêlant des activités d'agriculture urbaine, de restauration et des ateliers grand public autour de la préservation du vivant.* ”

Extrait de l'interview de Tiphaine Bonnier (voir pages suivantes)

Défi : définir des indicateurs pour le budget climat d'Issy-les-Moulineaux

La ville d'Issy-les-Moulineaux a proposé un défi pour la quatrième promotion du Curious Lab', qui vise à rendre plus tangible et pédagogique l'initiative du budget climat et à plus grande échelle la transition écologique.



Tiphaine Bonnier, élue à Issy-les-Moulineaux
© Ville d'Issy-les-Moulineaux

Entretien avec Tiphaine Bonnier, Maire-adjointe au Développement durable et à la Condition animale à Issy-les-Moulineaux

Comment le budget climat s'inscrit-il dans une politique de transition écologique ?

“ Le budget climat correspond à notre boussole climatique locale qui harmonise les différentes actions orientées vers la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre (GES), et leur donne un horizon commun qui est la neutralité carbone d'ici 2050. Il fixe un cap ambitieux à court terme et le fait qu'il suive le même cadencement que le budget financier lui donne la même force symbolique : les tonnes équivalent carbone ont désormais le même poids que les euros.

Ainsi, la Ville a adopté à l'unanimité du conseil municipal le budget primitif climat en 2021 et 2022 qui fixe un objectif ambitieux de diminution de plus de 3% des GES annuellement à travers un plan d'action incluant acteurs publics, citoyens et partenaires économiques.

Qu'est-ce qui a été déterminant dans le choix de ce dispositif ?

L'objectif était de se doter d'un outil de planification qui soit pragmatique, et qui permette d'avoir une vision à la fois sur le long et le court terme. Il existe 2 outils complémentaires pour piloter la réduction de GES en collectivité :

- la méthode I4CE qui consiste à colorer chaque ligne comptable selon son impact environnemental permettant d'évaluer les budgets des collectivités sous le prisme climatique
 - la méthode « budget carbone », initiée par la ville d'Oslo et qui est une vision territoriale de la répartition des émissions de gaz à effet de serre de tous les acteurs du territoire : la Ville (environ 4%), les ménages (environ 57%), les entreprises (environ 35%) et les autres acteurs publics (les 4% restant). Cette approche permet de disposer d'une vision sectorielle précise pour adapter le plan d'action à la hauteur des enjeux climatiques.
-

Pourquoi avoir proposé ce projet au Curious Lab' ?

Dans un souci de vulgarisation de ce sujet très complexe, nous avons mis au point un tableau de bord climatique sur notre Open Data. Il permet d'observer la réduction de GES atteinte au cours de l'année précédente, et de suivre les objectifs futurs. Les actions phares menées par la ville et ses partenaires sont également adossées au tableau de bord. Les étudiants ont pu apporter des idées en termes de communication pour nous aider à vulgariser encore davantage ce tableau de bord. Ils ont également travaillé sur le volet « sensibilisation » du plan d'action du budget climat. Proposer ce projet aux étudiants nous a permis d'avoir un regard extérieur sur la compréhension des enjeux et du fonctionnement du budget climat.

Quels ont été les apports des étudiants ?

Les étudiants ont proposé des solutions innovantes pour diversifier les canaux de communication en matière d'action climatique et ainsi toucher un public plus large. Ils ont également imaginé de nouveaux ateliers de sensibilisation à destination des plus jeunes, ou encore la création de tiers lieux mêlant des activités d'agriculture urbaine, de restauration et des ateliers grand public autour de la préservation du vivant.

Autre effet positif, ce projet a également permis aux étudiants qui étaient peu sensibilisés dans leur cursus à cette thématique de l'approfondir et d'en comprendre la complexité, notamment en matière de conduite du changement vers la sobriété carbone.



VILLE DE PUTEAUX

Puteaux Balades

DES ITINÉRAIRES À PARCOURIR,
UN PATRIMOINE À DÉCOUVRIR.

L'appli personnalisable qui vous fait découvrir la ville autrement !

PUTEAUXBALADES.FR

L'application Puteaux Balades, pour découvrir le patrimoine de la ville © Ville de Puteaux

Télécharger dans l'App Store

DISPONIBLE SUR Google play

L'avènement du numérique dans les collectivités révolutionne le rapport qu'ont les citoyens entre eux, et avec leurs élus et agents. La crise sanitaire a fait ressortir les possibilités qu'apporte la modernisation des services par la digitalisation. La plupart des communes ont déjà adopté le numérique pour pouvoir faciliter l'accès à l'information à leurs citoyens, offrir des outils de proximité et de liens avec leurs administrés, ou encore dans le but de développer la participation citoyenne. Mais cela va aussi jusqu'aux infrastructures connectées, ou aux territoires intelligents (Smart City). Les bénéfices de la digitalisation dans la transition numérique sont aujourd'hui bien présents dans le quotidien des collectivités, que ce soit dans les processus internes ou la refonte de la relation élus-citoyens. Elle rencontre certains obstacles inhérents à la modernisation

nécessitant une approche souple et fine du sujet. La technologie demande de repenser les politiques publiques, et modifie en profondeur les questions de consommation. La digitalisation offre un éventail de possibilité très large pour encadrer ces évolutions sociétales.

Les villes des Hauts-de-Seine expérimentent l'intégration de la digitalisation dans leur réflexion sur la transition territoriale : ce choix apporte des réponses transversales et inclusives. Le défi proposé par la ville de Puteaux exploite différents leviers de l'utilisation du numérique dans le commerce. La technologie est aujourd'hui un atout majeur dans la transition, si elle est utilisée à bon escient et avec souplesse et pédagogie

Défi : accompagner les commerçants vers la digitalisation à Puteaux

La ville de Puteaux a amorcé cette dynamique transversale en s'adressant aux commerçants, un public peu sensibilisé au numérique. Dans le contexte de l'évolution de la consommation, notamment via le développement du e-commerce, l'attractivité des commerces de proximité est une problématique cruciale. Intégrer la digitalisation, c'est permettre une nouvelle relation entre les commerçants et les habitants de la ville. La ville a donc challengé des étudiants pour repenser la stratégie numérique pour ce public précis.

Le projet de Puteaux tel que proposé par les étudiants repose sur deux piliers :

- Le premier est la mise en place d'une borne interactive permettant aux habitants d'être informés sur les commerces de la ville mais également sur les événements qui d'y déroulent.
- Le second pilier est l'intégration d'une monnaie locale à l'économie du territoire, directement liée à la borne. Autorisée par la loi Hamon en 2013 dans le cadre de l'ESS, la création d'une monnaie locale est utilisée pour régler les transactions entre particuliers et entreprises, échangeable contre de la monnaie habituelle et qui ne peut être dépensée que dans une zone spécifique. Cette monnaie entièrement digitale a des avantages conséquents : valorisation des produits locaux dans une dynamique d'économie à taille humaine, la découverte de certains commerces, une réappropriation citoyenne de l'usage de la monnaie ...

Le retour des étudiants de l'ESILV sur leur travail

« Une belle opportunité pour travailler à la résolution de problématiques bien réelles »

« Un sujet d'actualité qui nous a permis de travailler en équipe pour la première fois pour un réel client, pour nous, étudiants de 4ème année en école d'ingénieur. Une vraie expérience à mettre en avant sur le CV ! »



Les étudiants de l'ESILV lors du lancement du défi © CD92/Olivier Ravoire



Isabelle Coville © Ville de Levallois-Perret

Deux questions à Madame Isabelle Coville, Adjointe au Maire déléguée au Développement durable, aux mobilités, à la lutte contre l'habitat indigne, à la rénovation énergétique et aux associations

Comment la Smart City peut être un levier pour gérer la circulation urbaine ?

“ La smart city permet aux territoires d'affiner leur compréhension du trafic, notamment grâce à des outils de collecte et de traitement des données. Ils permettent de trouver des solutions qui contribuent activement à réduire la pollution et les nuisances sonores liées à la circulation en ville.

Comment les collectivités peuvent-elles contribuer à la transition vers une smart city ?

En mobilisant leur fine connaissance du territoire, les collectivités peuvent aider les acteurs de la smart city à expérimenter leurs outils et à mieux les adapter aux enjeux locaux. Elles favorisent ainsi le développement d'un cadre de vie plus fluide et plus apaisé pour les habitants.



Cet essor des nouvelles technologies dans les politiques locales répond également à un besoin de préservation de l'environnement. La question des mobilités est de plus en plus prégnante dans les politiques publiques. Les outils de la Smart City peuvent permettre de répondre à ces enjeux : la ville de Levallois-Perret, en proposant un défi au Curious Lab' sur l'amélioration de la circulation urbaine grâce à la Smart City, a amené les étudiants à réfléchir à des solutions axées sur des capteurs et de l'analyse de données.

L'urgence climatique et les nouvelles stratégies gouvernementales encouragent une réflexion sur les déplacements. La transition territoriale questionne le transfert de la mobilité, notamment via les intermodalités. Les objectifs environnementaux de décarbonation encouragent les collectivités à repenser le transport sur leur territoire pour proposer des moyens de déplacements différents, questionnant fortement la place de la voiture. Se déplacer devient un véritable enjeu de la transition territoriale.

Une partie de ces enjeux urbains gravitent autour de la question du dernier kilomètre. Il s'agit de l'ensemble des dispositifs associés et mis en œuvre pour effectuer les derniers segments de la chaîne de distribution finale des biens et services. Rien qu'en Ile de France, plus d'un million de livraisons sont effectuées par jour, sur douze millions d'habitants. Si l'e-commerce est générateur d'emploi et d'activité, il développe la multiplication des transports de colis et des flux de véhicules impactant directement le cadre de vie de chacun. La question de la livraison est alors cruciale dans la transition territoriale. Les enjeux économiques, écologiques et logistiques



Piste cyclable à Boulogne Billancourt ©CD92/Julia Brechler

imbriqués dans cette problématique demandent aux communes une approche globale d'urbanisme et de coordination des acteurs concernés.

La mobilité est un pilier majeur de la transition territoriale, par sa position transversale dans les nouvelles interrogations environnementales. Se déplacer n'est plus qu'un moyen ; c'est un enjeu pour les années à venir. Les villes cherchent de nombreuses alternatives à la voiture, et les mobilités douces sont souvent appelées en renfort. Certaines villes développent une culture des mobilités douces, encourageant non seulement les vélos et trottinettes électriques, mais surtout une prise de conscience du développement durable à l'échelle locale.



Le tramway T6 à Chatillon © CD92/Jean-Luc Dolmaire



**Entretien avec Hélène Nessi,
maître de conférences à l'Université
Nanterre-La Défense**

Quel est l'état des lieux des mobilités en 2022 sur le territoire des Hauts-de-Seine ? Quels sont les impacts des transitions territoriales, comme le développement des pistes cyclables ou le Covid par exemple, sur les mobilités ?

“ Si la voiture personnelle constitue l'un des modes de transport principaux au quotidien pour 72% des français, l'offre de transport collectif ferroviaire (train, RER, arrêt de métro) important sur le territoire des Hauts de Seine rend possible des déplacements plus vertueux.

Un grand nombre de communes des Hauts-de-Seine est concerné par des déplacements pendulaires réalisés au sein de la même commune (30 à 40%) ; ou au sein du département ; de fait, toutes ces communes sont, à la fois, densément peuplées, bien desservies par le transport collectif et concentrent de nombreux emplois. Le Département des Hauts-de-Seine se positionne ainsi comme un assez bon élève au sein de la métropole francilienne. Le profil de sa population, avec une part importante de cadres, laisse à penser que le territoire a un fort potentiel en termes de déplacement vélo.

Quelles sont les solutions pour encourager les mobilités durables au niveau local ? Quelles sont les difficultés pour aller vers ces modèles ?

Les déplacements effectués inférieurs à 5 km sont la cible de ce report modal de la voiture au vélo, car 5 km en voiture, c'est déjà plus d'1 kg de CO2 émis. Le vélo et la marche sont à ce jour les deux modalités de déplacement les plus prometteuses mais sont à penser en complémentarité de toutes les modalités accessibles aux citoyens (RER, tram, train, métro, vélo, marche). Adopté par l'assemblée départementale en février 2022, le plan vélo Hauts-de-Seine témoigne de la volonté du Département d'accompagner le développement de la pratique du vélo sur son territoire.

Les solutions pour encourager les mobilités durables/douces au niveau local reposent sur la reconquête des espaces publics. La mise en place de flux apaisés est essentielle pour favoriser la cohabitation des modes et mettre les usagers des modes doux en sécurité. Une offre de stationnement sécurisé, la mise à disposition de services de réparation ou encore une réflexion sur le stationnement de vélos au rez-de-chaussée des logements collectifs sont

des pistes à investir pour faciliter l'utilisation sur le temps long de ce mode.

Pour atteindre ces objectifs, quelques obstacles majeurs sont à dépasser. Apaiser le trafic automobile serait une première étape. Par ailleurs, le territoire est irrigué par un certain nombre d'infrastructures (voie ferrée du RER et du train, autoroute ou route au trafic important) qui fracturent le territoire et rallongent les distances en mode doux. Le développement des modes doux doit donc se faire de manière concomitante avec la reconquête des espaces publics.

Comment impliquer les citoyens ?

Les changements de pratiques opérés avec la crise sanitaire doivent impérativement être accompagnés par des aménagements à l'échelle de l'espace public avec un travail spécifique sur le partage des flux, du stationnement et des offres de services. Un travail de sensibilisation auprès des citoyens permettrait de dé-saturer les réseaux autoroutiers et les transports collectifs. Cela pourrait se traduire par une campagne publicitaire rappelant que sur les trajets de moins de 5 km le vélo est le mode le plus efficace en budget/temps comparé à tous les autres modes de transport, avec un impact positif sur la santé, ainsi qu'une faible empreinte carbone.

L'investissement majeur doit se focaliser sur l'accompagnement du changement de pratiques.

De quelle manière les collectivités peuvent-elles participer à optimiser le déplacement urbain ?

L'intercommunalité, le département et les communes ont des compétences d'interventions quant à la mise en place des modes doux. En ce qui concerne le développement du vélo, une véritable politique intercommunale permettant une circulation continue d'une commune à l'autre répondrait à une véritable attente des usagers. Les communes quant à elles peuvent intervenir sur l'aménagement des espaces publics, en particulier sur les « derniers kilomètres » qui séparent les usagers de la gare.

Existe-t-il des exemples internationaux de villes s'impliquant à faire évoluer leurs modes de mobilités ?

En Autriche, à Vienne un modèle autour du vélo s'est développé incitant à la non-utilisation de la voiture pour les déplacements. L'utilisateur, grâce à une application détectant le mode de transport utilisé, gagne des crédits convertis en entrées pour des musées, salles de concert ou de théâtre, etc.



A photograph of a park with a paved path, trees, and exercise equipment. The path is in the foreground, leading towards a green area with several exercise machines. The background is filled with lush green trees under a clear blue sky. The overall scene is bright and sunny, suggesting a pleasant day in a well-maintained park.

Pour aller plus loin

Le local, plus que jamais nécessaire pour la transition territoriale



Pour aller plus loin

1. Le local, plus que jamais nécessaire pour la transition territoriale

Désormais, la transition territoriale peut être abordée de manière plus sereine : elle n'est pas représentée par une action en particulier, mais bien par une multitude de politiques publiques et d'acteurs. Tout au long de ce carnet, les exemples, outils et initiatives présentés prouvent que l'échelon local est bien à privilégier pour effectuer les modifications dont la société a besoin. Les collectivités sont à la fois des acteurs institutionnels et des espaces géographiques ayant leur rôle à jouer dans ce processus.

initiatives citoyennes écoresponsables et solidaires. Elles peuvent également développer des politiques inclusives et durables, en ayant à cœur le bien-être de chacun mais également la prise en compte du futur de tous.

Au cours de cette publication, un cheminement s'est effectué depuis les actions du quotidien jusqu'au initiatives permettant de préparer le futur des habitants. Le territoire alto-séquanais, riche en projets mais aussi fort des énergies de ses citoyens, élus et agents, illustre de façon adéquate la transition.



Le Curious Lab', un dispositif en faveur de l'action local © CD92/ Olivier Ravoire

Les citoyens deviennent effectivement des acteurs de cette transition, la mutation de leurs modes de vie étant une condition sine qua non pour assurer une transition territoriale résiliente. La mondialisation, l'évolution des politiques publiques, ainsi que celle des attentes des usagers et des citoyens ont conduit à la création d'une gouvernance multi acteurs. Afin de s'adapter au mieux à la société contemporaine, des nouvelles formes de réflexions sont adoptées. Les collectivités soutiennent les

Le Curious Lab', en accompagnant les communes des Hauts-de-Seine, contribue à cette émulation. Deux échelons locaux, les communes et le département, participent à une transition territoriale sereine. La prise de conscience des enjeux de cette dernière est un objectif commun, et le Curious Lab' donne une impulsion au travers de ses nombreux projets : Club du Curious Lab', défis, recherches et études comparatives.





L'outil pédagogique de la Fresque du climat © La Fresque du climat



La Fresque du climat, un outil de sensibilisation collective © La Fresque du climat

Pour aller plus loin

2. La fresque de la transition territoriale

Inspirée de la Fresque du Climat, la fresque de la Transition Territoriale a été mise en place par le Département afin de sensibiliser les acteurs des collectivités territoriales aux enjeux de ce phénomène.

La Fresque du Climat, conçue en 2015 par Cédric Ringenbach est cadrée par une association. L'objectif est de sensibiliser le public au changement climatique, urgence mise en exergue dans les différents rapports du GIEC. Ce jeu dit « sérieux » est notamment pratiqué dans l'enseignement supérieur mais aussi dans le monde entrepreneurial. Il permet de rendre les citoyens acteurs des questionnements environnementaux, ouvrant une réflexion globale sur les liens de cause à conséquence et les solutions envisageables pour appréhender le futur. Aujourd'hui, de nombreux élus l'intègrent dans les objectifs de sensibilisation à la question climatique, et la fresque devient un outil de plus en plus incontournable à l'éveil des consciences sur un public cible.

Ce jeu se joue à l'aide 54 cartes mélangeant problèmes, enjeux et solutions pour différentes thématiques afférentes à la transition écologique. Il s'agit ensuite

de les articuler entre elles pour identifier chacune des ramifications, soulignant alors la transversalité du changement climatique

La fresque de la Transition Territoriale a pour but premier de faire ressortir les mécanismes de ce sujet selon six thèmes : se déplacer, habiter, consommer, travailler, gouverner et se former. Plutôt que de faire l'objet de séance de jeu avec des cartes à articuler les unes entre les autres, les participants au Club du Curious Lab' ont pris part à sa construction via une réflexion collective.

Les protagonistes se répartissent en premier lieu autour de tables en fonction du thème qu'ils veulent explorer. Ils n'ont comme outils à disposition que le strict minimum (crayons, post-it), afin de permettre plus aisément le débat. Le cœur de la Fresque, c'est le processus de réflexion collectif. Trois problèmes doivent être identifiés par les participants, selon le thème choisi. Ils tentent ensuite d'approcher et de cerner les impacts de ce constat, et enfin d'y adjoindre les défis prospectifs, aboutissant alors au 54 cartes. In fine, il s'agit de projeter la réflexion, d'anticiper les challenges de la transition territoriale

auxquels devront faire face les collectivités dans les années à venir.

La fresque de la transition Territoriale se démarque par la facilité de sa mise en œuvre, l'espace de créativité et d'échanges qu'elle instaure, et par la pluralité d'idées innovantes qu'elle fait émerger. Elle crée une synergie des différents acteurs, agents et élus, et permet de concevoir, ensemble, la transition de demain.



Réflexion collective autour du thème «Gouverner»
© CD92/Olivier Ravoire

REMERCIEMENTS

Nous remercions vivement toutes les personnes, agents et élus des communes, mais également les étudiants, les professeurs et les représentants des écoles à savoir l'IFG, l'IESEG, l'ESILV, l'EPF, l'Université Paris-Nanterre, et l'école Camondo qui ont contribué à la réalisation de ce carnet par leur précieux témoignages et leur participation à la quatrième promotion du Curious Lab' qui s'est déroulée sur l'année 2021 – 2022.

Sans eux, la construction de ce carnet n'aurait pas été possible :

ALEXANDRE Daniel (Suresnes), ANTONIO Paolo (Chaville), AUBRUN Cécile (Chaville), AURIEMMA Marie (Issy-les-Moulineaux), BARBE Céline (Levallois-Perret), BOUDY Guillaume (Suresnes), BOZEC Grégory (Antony), CECCALDI-RAYNAUD Joëlle (Puteaux), CHAMLEY Marie-Christine (Chaville), CHAVAND Delphine (Suresnes), CHEVRIER Doriana (Chaville), COLIN François (Levallois-Perret), COVILLE Isabelle (Levallois-Perret), CURVALE Béatrice (Suresnes), DJEBBI Badreddine (Chaville), FEGHALI Walid (Chaville), GIARD Thiery (Suresnes), GOMIS Virginie (Le-Plessis-Robinson), GONCALVES Charlene (Suresnes), GUEDOU Delphine (Antony), HUBERT Fabien (Antony), JACQ Margot (Issy-les-Moulineaux), LE GOUX Elen (Suresnes), GUILLET Jean-Jacques (Chaville), LECONTE Annick (Chaville), LEFEVRE Corinne (Suresnes), LEGALE Eric (Issy-les-Moulineaux), LIÈVRE Hervé (Chaville), LIGER Camille (Levallois-Perret), MANAT Pascal (Antony), MONJE Enrique (Suresnes), MOREL Sabrina (Le Plessis-Robinson), NESSI Hélène (Université Paris-Nanterre), NOYER Bruno (Suresnes), POTTIER-DUMAS Agnès (Levallois-Perret), PERRIN Jacques (Le Plessis-Robinson), PRECETTI Perrine (Antony), PROTHIERE Julie (Antony), RIET Stéphanie (Chaville), RUFFIN Quentin (Suresnes), SANTINI André (Issy-les-Moulineaux), SAVAGE Claire (Antony), SAVARY Corinne (Chaville), SAYOUS Dorothee (Chaville), SÉNANT Jean-Yves (Antony), TRAN Florian (Le-Plessis-Robinson), TUETEVO Kevine (Suresnes), VERET Marie (Antony), VIGNOL Bénédicte (Suresnes)

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Muriel HOYAUX

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION

Joseph SALAMON

COORDINATION

Blandine POULIQUEN

RÉDACTION

Valentine GERVES, Pauline HASLE, Florian MLYNARSKI,
Jean JEHANNE et Sabah ZAOUI

COORDINATION GRAPHIQUE

Catherine DAMOUR

IMPRIMERIE Groupe Morault

Département des Hauts-de-Seine

92731 Nanterre Cedex

Tél. 0 806 00 00 92 (service gratuit + prix appel)

Septembre 2022



